

L'État comprime et la Loi triche, L'impôt saigne le malheureux

L'Internationale (Pierre Degeyter, Eugène Pottier)

Cette réalité du XIXème siècle se retrouve de plus en plus aujourd'hui, et pourtant nous ne sommes pas « gilet jaune », pourquoi ?

Des salariés actifs et retraités, des citoyens expriment une colère légitime pour avoir les moyens de vivre dignement, pour plus de justice sociale. Cette colère, la Fédération des finances CGT la comprend et la porte au quotidien.

Cependant, la Fédération des finances CGT ne se bat pas contre les impôts, taxes et cotisations en général, mais contre un système fiscal et social de plus en plus injuste et inefficace.

Alors que la France est en 2017 le 5^e pays producteur de richesses dans le monde, le chômage, le travail précaire s'accroissent et plongent dans le désarroi de plus en plus de familles, de citoyens. La préoccupation d'une partie grandissante de la population est de boucler les fins de mois. Ça ne peut plus durer. Une société qui n'offre pas de perspectives à ceux qui produisent les richesses par leur travail, ni à la jeunesse pas plus qu'aux retraités, est une société sans avenir.

La Fédération des finances CGT se bat pour un système fiscal plus juste.

Pour cela il faut favoriser l'application d'impôts progressifs (en fonction des ressources des contribuables). Il convient donc de renforcer la place de l'impôt sur le revenu, notamment en augmentant les taux pour les plus hauts revenus et en réduisant les niches fiscales, afin d'en faire un grand impôt citoyen, qui serait le socle du système fiscal.,

A l'inverse il convient de réduire l'influence des impôts proportionnels comme la TVA. Ceux-ci sont injustes car leur impact sur le budget des ménages est inversement proportionnel aux revenus perçus. Il faut donc, entre autres, réduire le poids de la TVA en baissant le taux normal de 20 à 15%, et en supprimant la TVA sur les produits de première nécessité

La financiarisation de l'économie est outrancière. Le chômage gangrène la société. Les salaires stagnent mais les versements de dividendes explosent. Il faut donc, plus taxer le capital que le travail pour réorienter les profits vers l'emploi et les salaires.

La Fédération des finances CGT se bat pour une sécurité sociale à 100%.

Le financement de la Sécurité sociale par les impôts et taxes, conséquence de l'explosion des exonérations de cotisations sociales (plus de 50 Mds€ par an) remet en cause la Sécurité sociale : les cotisations sociales, y compris les cotisations dites « patronales » ne sont pas des « charges » qui viendraient grever la compétitivité des entreprises, elles sont la part socialisée des salaires perçus ; ces exonérations ne sont donc rien d'autre qu'une baisse des salaires.

Les études montrent que ces exonérations n'ont aucun effet bénéfique sur l'emploi, dégradent notre système de santé. Les comparaisons internationales prouvent que la sécu c'est moins chère et plus efficace que des systèmes de santé privés (y compris mutualistes).

Ainsi, les États-Unis consacrent 18% de leur PIB aux dépenses de santé, contre 12% en France.

La Fédération des finances CGT se bat pour un financement hors des griffes de la finance internationale.

Pour rembourser sa dette la France a l'obligation d'emprunter sur les marchés financiers. Alors que la Banque Centrale Européenne inonde ces mêmes marchés de liquidités, les États sont contraints de contracter des prêts assortis d'intérêts. Le remboursement de ces seuls intérêts a représenté en 2017, 42 milliards d'euros versés par l'État Français aux rentiers. Permettre de se financer

directement auprès de la BCE réduirait de moitié le déficit public.

La Fédération des finances se bat pour des logements, des transports publics de qualité sur tout le territoire.

Par la centralisation intégrale de la collecte des fonds d'épargne populaire (livret A...) à la Caisse des Dépôts et Consignations, alors qu'aujourd'hui une grande partie de cette épargne est entre les mains des banques qui s'en servent pour spéculer. Ces fonds populaires devraient plutôt être utilisés au financement de la construction de logement sociaux, de la réhabilitation thermique des logements, d'infrastructures de transport public, toutes missions de la CDC.

Au lieu de renforcer cet outil public pour répondre aux besoins, le gouvernement rêve de l'utiliser pour spéculer à l'international.

Le gouvernement joue avec le feu en ignorant les revendications. Cette politique lui revient en boomerang en plein visage. La responsabilité du gouvernement est énorme. Le surnom de président des riches est bien justifié.

Le gouvernement instrumentalise les enjeux environnementaux, alors que rien ne se fera si on ne prend pas en compte le lien unissant cause sociale et cause écologique. Nous refusons cette nouvelle division orchestrée par l'Élysée entre les citoyens qui seraient responsables en matière environnementale et les autres. Nous refusons de mêler nos voix avec ceux, comme le Patronat, qui font volontairement l'amalgame entre taxes et cotisations sociales.

La CGT appelle les citoyens à ne pas laisser dévoyer leur colère par ceux distillant des idées xénophobes, racistes, homophobes. C'est bien tous ensemble que nous pourrions infléchir la politique du Président des riches. Par ses initiatives, sa volonté de rassemblement et d'unité, la CGT est au service des salariés, des citoyens pour un monde de progrès et de justice sociale. Elle prendra toutes les initiatives pour permettre à ceux qui luttent de s'organiser afin de gagner sur leurs justes revendications.

Il y a urgence à répondre aux attentes sociales :

- augmentation du SMIC à 1800 euros avec répercussion sur l'ensemble des grilles de salaires mais aussi des pensions et des minima sociaux ;
- prise en charge par l'employeur de l'abonnement de transport domicile/travail ; à défaut de transport collectif à proximité du lieu de travail, prise en charge des frais liés à l'utilisation du véhicule personnel (chèque transport à l'image du ticket restaurant)
- suppression de la TVA pour les produits de première nécessité, notamment le gaz et l'électricité ;
- fiscalité juste, tenant compte des revenus (impôt sur les revenus, impôts locaux) et de la richesse (impôt sur la fortune, droits de succession).
- Des logements de qualité financièrement accessibles (17% de hlm en France, 35% aux Pays-Bas)
- une véritable politique industrielle et une politique d'aménagement du territoire pour une transition juste.

Aux Finances nous savons que les moyens existent (notre société n'a jamais été aussi riche) nous savons aussi que l'augmentation du pouvoir d'achat ne passe pas par l'absence de financement collectif, mais au contraire par leur renforcement pour améliorer les droits et garanties des travailleurs.

Fédération des finances CGT
263, rue de Paris
Case 540
93514 MONTREUIL CEDEX Tél : 01 55 82 76 66
Fax : 01 55 82 76 69
Courriel : contact@cgtfinances.fr